



## DECLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRESIDENT DU CESER OCCITANIE / PYRENEES-MEDITERRANEE

### **QUEL AVENIR POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE AVEYRONNAISE ?**

La création de richesses par une économie de production permet de fournir des emplois aux femmes et aux hommes de notre pays, en Aveyron aussi.

La partie automobile de la Mécanic-Vallée de Decazeville à Rodez c'est plus de 2000 emplois industriels qui en font vivre trois fois plus et redistribuent par les taxes versées aux collectivités les moyens d'investir et par les salaires de faire fonctionner une économie.

La société SAM (succédant à la fonderie Couchet) créée par la venue du groupe Arche en 1973 a fêté ses 40 ans en 2013, mais le groupe a renoncé à investir fin 2016 et s'est retiré de ses activités industrielles... Le groupe chinois JINJIANG, reprenneur choisi par le Comité Interministériel de Restructuration Industrielle (CIRI) en décembre 2016 (3<sup>ème</sup> fondeur chinois en aluminium) n'a respecté depuis aucun engagement. Il est donc sorti du jeu par la procédure de redressement judiciaire en janvier 2020.

Avec presque 400 salariés, la SAM est pour le bassin ce que BOSCH est à Rodez ou AIRBUS à Toulouse !

BOSCH, c'est aussi 50 ans de présence. Cela fera 50 ans au mois de mai 2020 que l'ancienne usine aveyronnaise, la CEPRO (Centre électro Plastique du Rouergue), a été rachetée par le groupe BOSCH.

Les deux sociétés sont dans la tourmente des mutations de l'industrie automobile en Europe et dans le monde et des effets délétères de délocalisations massives des constructeurs français.

La crise sanitaire qui concerne aujourd'hui plusieurs régions du monde, dont la Chine « pays usine » de la planète, oblige à repenser notre appareil de production et donc à faire fabriquer en France des produits dont nos activités industrielles et la société ont besoin. Cela va des pièces pour l'automobile aux médicaments.

#### COMMENT RÉUSSIR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE HEUREUSE ?

Les mutations de l'industrie dont l'industrie automobile pour parvenir à l'horizon 2050 à zéro carbone doivent se faire en respectant la liberté d'organisation et les choix technologiques qui permettent de tenir les objectifs, en se rappelant que l'enjeu des mobilités pour les habitants des territoires ruraux sont déterminants... On ne peut donc continuer à fixer des objectifs par l'addition de taxes et d'impôts ou de choix technologiques intenable en dehors des métropoles, ceux qui décident habitent les grandes villes !!!

La diabolisation de la voiture, du moteur thermique et de la technologie diesel, décrédibilisée par la fraude massive du groupe allemand VOLKSWAGEN (30 milliards d'amende) et des grandes villes dont la mairie de Paris, Francfort et Stuttgart en Allemagne où est le siège de BOSCH, accompagnée par les médias mettent en péril cette industrie et la filière diesel.

Personne ne sait en quelle année et pour quel territoire la voiture électrique permettra aux habitants de tous les territoires en France et en Europe de se déplacer.

#### ALORS QUELLE SOLUTION ?

Dans le cas de la SAM, une solution industrielle doit enfin être trouvée en favorisant l'émergence d'un industriel français connaissant l'industrie automobile, les fonderies, les constructeurs, et capable de mettre en place un dialogue territorial fructueux et nécessaire avec des salariés et des élus du territoire.

Il appartiendra aux banques dont la BPI d'aider le porteur de projet et à la Région qui a les compétences économiques de compléter le soutien par ses dispositifs d'interventions.

L'État et les constructeurs doivent enfin sécuriser les sous-traitants dont ils ont besoin par une grande proximité, de sécuriser le carnet de commande pour recréer un écosystème d'innovation et de fabrication, avec en appui l'appareil de formation dont le Campus des Métiers et des Qualifications de l'Industrie du Futur de Decazeville, labellisé Campus d'Excellence.

## 1970 – 2020 : BOSCH 50 ANS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE ET APRÈS ?

Le dénigrement de la technologie diesel a fait chuter de près de 40% la production et donc le carnet de commande de la société BOSCH.

Les accords signés à Rodez par les syndicats avec la direction, le 22 mars 2018 pour la partie diversification sous statut BOSCH avec la mise en place d'un financement de 30 millions, puis le 4 juillet 2018 par la signature d'une convention de chômage partiel sur 3 ans pour compenser les heures de chômage, avaient pour fonction de préserver l'emploi jusqu'à fin 2021.

La création d'activités nouvelles prend du retard. La coopération avec la filière aéronautique pour l'accès au marché de l'avionneur européen AIRBUS qui s'élève à 7 000 avions et 10 ans de production industrielle, a été rendue complexe et difficile par les hésitations du groupe BOSCH.

Aujourd'hui plus de 2000 emplois sont supprimés en Allemagne, nous devons obtenir que le site de Rodez ne soit pas moins bien traité que les autres sites en Allemagne et en Europe au sein des 27 pays de la Communauté européenne et que le groupe BOSCH affecte des produits nouveaux à Rodez.

### QUELLES ÉVOLUTIONS POUR LE SITE ?

Pour préserver un site de production industrielle à Rodez qui occupe plus de 1 000 à 1 200 salariés, il faut à la fois des engagements et des choix industriels de la société BOSCH mais aussi des constructeurs français qui doivent davantage faire travailler des équipementiers de proximité et dans la sous-traitance aéronautique... mais aussi pour les véhicules du futur.

Il faut réussir l'extension du centre de formation par alternance des métiers de l'industrie, construit à Cambes près de Figeac, sur le site de BOSCH Rodez pour préparer les 13 000 salariés de la Mécanic-Vallée aux formations nécessaires pour la transformation de l'industrie (numérique et robot).

Mais l'implantation de nouvelles sociétés sur le site de BOSCH est un pari à réussir pour préserver un haut niveau d'emploi qui garantisse la prospérité économique du bassin d'emploi. BOSCH a représenté depuis plus de 40 ans plus de 30% des recettes fiscales de l'agglomération.

Ceux qui expliquent qu'il faut savoir tourner la page de BOSCH et que l'avenir à Rodez comme en Aveyron, c'est le tourisme, sont irresponsables. Si l'en était ainsi Rodez et l'Aveyron connaîtraient plus de retraités que d'actifs et le taux de chômage serait bien le plus bas de France mais à quel prix les jeunes auraient rejoint les métropoles !

### PRIVILÉGIER LE DIALOGUE SOCIAL

Enfin il faut aussi savoir préserver et faire vivre un dialogue social nécessaire à la cohésion des entreprises, ce qui est vrai pour la SAM l'est aussi pour BOSCH. De ce point de vue les conclusions de l'étude du cabinet ALIX PARTNERS pour le site de BOSCH Rodez sont une faute : le sens des responsabilités des organisations syndicales dans cette usine depuis près de 15 ans sont connues ; elles ont su tenir l'emploi et les conditions de l'emploi, conclure les accords sociaux et économiques chaque fois que cela a été nécessaire (2007 – 2013 – 2018).

Les salariés, techniciens, cadres de l'industrie défendent leurs activités... Ils ne veulent ni partir... Ni mourir !

Au moment où, tant à la SAM à Decazeville que BOSCH à Rodez se joue l'avenir des activités industrielles pour la décennie qui vient, il faut garder son énergie pour le développement de projets industriels plutôt que de chercher des boucs émissaires.

S'il n'en était pas ainsi, la SAM disparaîtrait, BOSCH reviendrait 50 ans après au seuil d'emploi de la CEPRO et serait probablement contrainte de fermer. Qui le souhaite ?

Une mobilisation consciente est nécessaire pour réussir, convaincre l'État d'accompagner les territoires, c'est ce que permet la politique territoires d'industrie qu'il ne faut ni boycotter ni ignorer.

Pour réussir la transition vers une société décarbonée heureuse, il faut certes des efforts consentis mais partagés, pour éviter une transition punitive par la suppression de milliers d'emplois industriels.

Il faut des arbres certes, mais aussi des usines !